



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026- 05 -11 - 00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SOCIÉTÉ DENJEAN CARRIERE DE LAGUEPIE

dont le siège social est situé Lieu-dit « Bonzom » sur la commune de MAZERES (09270),

portant modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches
amphiboles situées au lieu-dit « Le Ramié » sur la commune de Laguepie

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,***

VU le Code de l'environnement et notamment son article R. 516-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-25 du 10 janvier 2008 modifié, autorisant la SAS CARRIERES DE LAGUEPIE, dont le siège social est situé 21, Avenue de Canteranne – Bât 2, à Pessac 33608, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches amphiboles sise au lieu-dit « Le Ramié » sur le territoire de la commune de LAGUÉPIE ;

VU la demande de changement d'exploitant présentée par l'exploitant par courrier du 6 mars 2026 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté, le 24 avril 2026 par courrier recommandé à la connaissance du demandeur ;

VU la réponse du demandeur par courriel en date du 4 mai 2026, mentionnant ses observations sur les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par l'exploitant sont conformes à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le changement d'exploitant pour une activité de carrière est soumis à autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT que le changement d'exploitant ne nécessite pas l'avis de la commission consultative départementale compétente ;

Sur proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Exploitant

La société DENJEAN CARRIERE DE LAGUEPIE, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé Lieu-dit « Bonzom » sur la commune de MAZERES (09270), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de roches amphiboles située au lieu-dit « Le Ramié », sur le territoire de la commune de Laguëpie.

ARTICLE 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : Publicité

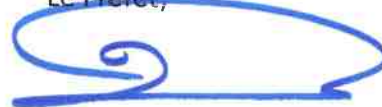
Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : Notification - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie en est adressée à l'exploitant et au maire de la commune d'implantation.

À Montauban, le 11 MAI 2026

Le Préfet,



Vincent ROBERTI

Délai et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°. Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.